

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N° E-2021- 221**

à l'encontre de la société SAS MB LOG  
Lieu-dit Truc de la crabe  
46 170 L'HOSPITALET

Entrepôt de stockage et plateforme logistique

**Le Préfet du Lot**

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2011 modifié autorisant la société TABUR BLANC LOGISTIQUE ET SERVICE à exploiter un entrepôt de stockage et plateforme logistique sur le territoire de la commune de L'Hospitalet ;
- Vu le récépissé de changement d'exploiter en date du 5 mars 2012 transférant l'autorisation d'exploiter à la société SAS MB LOG ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° E-2016-200 du 28 juillet 2016 portant mise à jour du classement et actualisation des prescriptions ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 juin 2021, transmis à l'exploitant le 29 juin 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;
- Vu la réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant que lors de la visite du 16 juin 2021 l'inspection a constaté que l'activité de stockage de produits explosifs qui relève du régime de la déclaration contrôlée au titre de la nomenclature des installations classées est exercée sans la déclaration nécessaire en application de l'article L. 512-8 du code de l'environnement ;
- Considérant que lors de la visite du 16 juin 2021 l'inspection a constaté que l'exploitant ne respecte pas l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2016 en ne disposant pas des réserves d'eau incendie nécessaire à assurer la protection de son installation ;
- Considérant que face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SAS MB LOG de respecter les prescriptions ci-dessous, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Lot ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société MB LOG est mise en demeure de respecter, **sous 15 jours**, l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2016, en :

- **mettant en place des mesures compensatoires permettant de garantir un niveau de sécurité équivalent durant l'indisponibilité de la réserve d'eau incendie.**

### Article 2 :

La société MB LOG est mise en demeure de respecter, **sous 3 mois**, l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2016, en :

- **faisant réaliser les travaux de réfection de sa réserve incendie.**

### Article 3 :

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

### Article 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans les mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 5 : Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société SAS MB LOG dont copie sera adressée :

- au Maire de la commune de L'Hospitalet,
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Cahors, le **10 AOUT 2021**

LE PREFET DU LOT

Michel PROSIC

### Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.